

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°2024-12 du 13 septembre 2024

## En bref

### Énergie

1. **Bangladesh** : Le projet de construction de la deuxième raffinerie Eastern Refinery Limited-2 fera finalement l'objet d'un appel d'offres.
2. **Bangladesh** : Le Bangladesh devrait annuler 31 lettres d'intention pour des projets d'énergies renouvelables afin de les convertir en appel d'offres.
3. Le Gouvernement du Tamil Nadu a approuvé trois nouvelles politiques dédiées aux énergies renouvelables pour atteindre une capacité installée de 20 GW d'ici 2030.
4. TotalEnergies investit 444 M USD dans une coentreprise avec Adani Green Energy.

### Transports

5. La NHAI lance un logiciel d'aide à la gestion de trafic pour fluidifier en temps réel la circulation aux barrières de péage.
6. Le ministère indien des Transports routiers et des Autoroutes lance la politique de mise au rebut des véhicules.

### Ville

7. La campagne *Swachh Bharat* aurait permis de prévenir 70 000 décès infantiles par an en Inde.

8. Les inondations dans l'État du Telangana ont causé plus de 100 M USD de dégâts aux réseaux d'infrastructures.
9. Le ministère du Logement et des Affaires urbaines annonce que 90 % des projets de la Smart Cities Mission sont achevés.

## **Environnement**

10. L'Inde devient le premier pollueur de plastique avec le rejet de 20 % des déchets plastiques au niveau mondial.

## **Numérique**

11. L'Inde renforce son industrie des semi-conducteurs et sa coopération avec Singapour.
12. Le gouvernement indien approuve des financements pour 12 startups de conception de puces.

# Énergie

## Bangladesh

### Le projet de construction de la deuxième raffinerie Eastern Refinery Limited-2 fera finalement l'objet d'un appel d'offres

Le gouvernement intérimaire a finalement rejeté la proposition d'investissement du groupe S Alam pour la construction de la seconde unité de l'*Eastern Refinery Limited* (ERL), l'unique raffinerie de fioul gérée par l'Etat. Construite à Chittagong en 1968 avec la participation de l'entreprise française Technip, cette raffinerie a une capacité de raffinage d'environ 150 millions de tonnes (Mt) de pétrole brut par an, alors que la demande actuelle est d'environ 700 Mt.

Depuis 2012, ERL travaille sur un projet de deuxième unité, pour laquelle les premiers travaux préparatoires (FEED) ont été réalisés par Technip. Le gouvernement de Sheikh Hasina, récemment démis de ses fonctions, avait finalement sélectionné le groupe S Alam Group pour la mise en œuvre du projet d'extension de la raffinerie dans la cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Bien qu'aucun partenariat final n'ait été conclu, un MoU était en cours de négociations entre le groupe, ERL et la BPC (*Bangladesh Petroleum Corporation*) durant l'été. Du fait des accusations de corruption contre S Alam Group, le gouvernement intérimaire a demandé à la BPC de préparer une nouvelle proposition de projet de développement, qui devrait aboutir sur un appel d'offres.

Le gouvernement tente d'augmenter la capacité de l'ERL afin de réduire la dépendance du pays à l'égard du fioul raffiné. En effet, pour compenser la faible disponibilité de gaz onshore, le pays a été obligé de faire tourner davantage ses centrales à fioul en 2021 et 2022, alimentées à partir de pétrole raffiné importé au prix fort faute de capacités de raffinage, et ce alors que la guerre en Ukraine a poussé à la hausse son coût sur les marchés mondiaux. Les importations de pétrole raffiné ont ainsi atteint en 2021-22 près de 6,4 Mds USD (+142 % en un an). Celles-ci ont représenté jusqu'à 10% des importations totales du Bangladesh contre seulement 5 % un an auparavant.

[En savoir plus](#)

## Bangladesh

### Le Bangladesh devrait annuler 31 lettres d'intention pour des projets d'énergies renouvelables afin de les convertir en appel d'offres

Le gouvernement intérimaire a récemment décidé d'annuler 31 lettres d'intentions (LoI) relatives à des projets d'énergies renouvelables. Cette perspective intervient dans le cadre de la formation d'un comité national destiné à examiner les accords énergétiques signés en vertu de la loi de 2010 (*Quick Enhancement of Electricity and Energy Supply Act*) qui permettait de signer des projets de centrale en gré-à-gré, dérogeant ainsi aux règles classiques de passation de marché public. Cette loi, qui

visait à faciliter et accélérer l'augmentation de capacités, aurait été détournée pour favoriser certains groupes et est accusée d'avoir contribué à la hausse des prix de l'électricité.

Ces 31 lettres d'intention comprennent 25 projets d'énergie solaire, trois projets d'énergie éolienne et trois projets de valorisation énergétique des déchets. Ils visaient à produire au total environ 2 678 MW d'électricité. Les représentants du secteur, notamment via la BSREA (*Bangladesh Sustainable and Renewable Energy Association*), tentent de s'opposer à cette annulation alors que de nombreux frais ont été engagés par certaines entreprises pour l'acquisition de terrains et autres démarches préliminaires.

Même si cette décision risque de ralentir la progression des énergies renouvelables (3 % seulement à ce jour) et d'inquiéter certains investisseurs internationaux, le gouvernement espère néanmoins pouvoir réduire le prix d'achat de l'électricité grâce à une plus grande compétition.

[En savoir plus](#)

## TotalEnergies investit 444 M USD dans une coentreprise avec Adani Green Energy

Adani Green Energy a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé l'investissement de 444 M USD d'une filiale de TotalEnergies pour créer une nouvelle coentreprise avec l'entreprise indienne. Cette coentreprise sera détenue à parts égales par Adani Green Energy et TotalEnergies. Les accords définitifs seront signés entre Adani Green, Adani Renewable Energy Sixty Four et TotalEnergies Renewables Singapore.

Cet investissement de TotalEnergies, réalisé directement ou via ses filiales, a pour objectif de soutenir le développement de projets d'énergie renouvelable en Inde. Le portefeuille de cette nouvelle coentreprise comprendra une capacité solaire de 1 150 MW, englobant à la fois des actifs opérationnels et des projets en cours de réalisation. Une partie de l'énergie produite sera vendue dans le cadre de Contrats d'Achat d'Électricité (PPA), des accords à long terme par lesquels un producteur d'électricité vend sa production à un acheteur à des conditions déterminées à l'avance.

Le groupe TotalEnergies et le Groupe Adani n'en sont pas à leur première collaboration, puisque le géant énergétique français détient déjà près de 20 % d'Adani Green.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#),

## Transports

La NHA lance un logiciel d'aide à la gestion de trafic pour fluidifier en temps réel la circulation aux barrières de péage

La *National Highways Authority of India* (NHAI) a récemment lancé un logiciel d'aide à la gestion de trafic reposant sur un système d'information géographique (SIG) pour surveiller en temps réel les conditions de circulation de cent barrières de péage. Cette initiative, envisagée dès 2014, vise à optimiser la fluidité du trafic sur les autoroutes nationales en permettant une gestion plus efficace des flux de véhicules.

Développé par l'*Indian Highways Management Company Limited* (IHMCL), ce logiciel fournit des informations en temps réel sur la longueur des files d'attente et la vitesse des véhicules. Il envoie des alertes en cas de congestion et propose des recommandations pour la gestion des voies lorsque les files d'attente sont trop importantes. Il intègre aussi la possibilité de mises à jour sur les conditions météorologiques et les événements locaux tels que les festivals afin de prendre des mesures préventives pour mieux gérer les pics de congestion.

Le logiciel permet également une analyse détaillée des conditions de circulation par la NHAI à différentes échelles temporelles : horaire, quotidienne, hebdomadaire et mensuelle. Les cent péages choisis ont été sélectionnés en fonction des données sur les embouteillages, et le service sera progressivement étendu à d'autres péages.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

## Le ministère indien des Transports routiers et des Autoroutes lance la politique de mise au rebut des véhicules

Le ministère des Transports routiers et des Autoroutes (MoRTH) a lancé le 28 août 2024 le *Voluntary Vehicle Modernization Program* (Programme volontaire de modernisation des véhicules), également connu sous le nom de *Vehicle Scrapping Policy* (Politique de mise au rebut des véhicules). Cette politique vise à éliminer progressivement les véhicules hors d'usage en se basant strictement sur leur état et non sur leur âge. Cette initiative espère réduire la pollution, améliorer le rendement énergétique et formaliser l'écosystème de la mise à la casse. Selon les prévisions, ces mesures pourraient diminuer les émissions du parc de véhicules de 15 à 20 %, réduire les coûts d'entretien et fournir des matières premières à bas prix aux industries de l'automobile, de l'acier et de l'électronique.

Des installations de mise à la casse de véhicules immatriculés (RVSF) et des stations de contrôle automatisées (ATS) garantiront la sécurité et l'efficacité de la mesure. Actuellement, plus de 60 RVSF et 75 ATS sont opérationnels à travers le pays : l'un des défis du programme consistera à développer ce réseau.

En complément, les constructeurs automobiles proposent une prime à la casse pour soutenir le programme.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Ville

La campagne *Swachh Bharat* aurait permis de prévenir 70 000 décès infantiles par an en Inde

Le *Swachh Bharat Abhiyan* ou *Clean India Mission* est un programme lancé en octobre 2014 visant à améliorer l'assainissement en Inde. L'un de ses principaux objectifs est de réduire la défécation en plein air par la construction de toilettes. Selon une étude menée par l'*International Food Policy Research Institute* (États-Unis), cette campagne aurait permis d'éviter entre 60 000 et 70 000 décès infantiles par an. Les chercheurs ont analysé les données d'enquêtes nationales menées dans 35 États et territoires de l'Inde entre 2000 et 2020.

L'étude s'est concentrée sur le lien potentiel entre l'augmentation de l'accès aux toilettes grâce à la mission *Swachh Bharat* et la diminution des décès chez les enfants de moins de cinq ans pendant la même période. Selon les résultats, une amélioration de 10 points de pourcentage de l'accès aux toilettes à l'échelle des districts correspondait à une réduction de 0,9 point des taux de mortalité infantile et de 1,1 point pour les enfants de moins de cinq ans. Les districts où la couverture des toilettes a augmenté de 30 % ou plus ont ainsi connu des réductions significatives de la mortalité infantile.

Les auteurs de l'étude ont également souligné les avantages plus larges d'un meilleur accès aux toilettes, tels que la sécurité des femmes, des économies financières dues à la réduction des dépenses médicales, et une amélioration générale de la qualité de vie. Toutefois, le rapport met également en évidence les inégalités dans l'adoption et l'utilisation des toilettes en raison de pratiques discriminatoires fondées sur les castes et les religions.

[En savoir plus](#)

## Les inondations dans l'État du Telangana ont causé plus de 100 M USD de dégâts aux réseaux d'infrastructures

Début septembre, l'État indien du Telangana a été gravement touché par de fortes pluies, entraînant des dommages étendus aux infrastructures essentielles. Les précipitations ont particulièrement affecté les réseaux électriques, les routes et les ponts. Parmi les dégâts notables, un pont en construction s'est effondré sur un axe majeur de communication, provoquant d'importants embouteillages sur les routes principales et les autoroutes. Les voies ferrées ont également été endommagées, les ballasts ayant été emportés par les eaux.

Le coût estimé des réparations s'élève à 8,5 Mds INR (environ 106 M USD). Les inondations ont également impacté les cultures dans un État où 55 % de la population vit de l'agriculture. Alors que la situation demeure critique avec la possibilité de nouvelles pluies, le gouvernement de l'État est confronté à un défi majeur en matière de reconstruction et de rétablissement des services essentiels. Neuf agents de la *National Disaster Response Force* (NDRF) ont été envoyés pour soutenir les opérations de sauvetage, de secours et de reconstruction.

Le Telangana n'est pas le seul État indien à subir des phénomènes météorologiques extrêmes. Fin août, le Gujarat a également été victime de fortes pluies. D'importantes précipitations sont encore attendues dans plusieurs autres États, dont l'Odisha, le Chhattisgarh et le Rajasthan.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## Le ministère du Logement et des Affaires urbaines annonce que 90 % des projets de la Smart Cities Mission sont achevés

Lancée en 2015 avec un montant de 6 Mds USD initialement engagé sur cinq ans, la *Smart Cities Mission* (Mission villes intelligentes) a pour but d'améliorer la qualité de vie dans cent villes indiennes sélectionnées. Le programme adopte une approche territorialisée : chaque ville candidate doit soumettre une initiative couvrant l'ensemble de la ville, ainsi que plusieurs projets localisés. Parmi les projets de développement urbain réalisés figurent des initiatives dans les domaines de la mobilité intelligente, de l'approvisionnement en eau, des énergies renouvelables ou encore une gouvernance axée sur les nouvelles technologies

Le ministère du Logement et des Affaires Urbaines (MoHUA) a récemment annoncé que 90 % des projets de la Smart Cities Mission (SCM) ont été achevés, soit un total de 7 247 projets. Plus précisément, 17 villes ont réalisé l'intégralité de leurs projets. La mission a été prolongée jusqu'à mars 2025 pour terminer les 770 projets restants.

[En savoir plus](#)

## Environnement

### L'Inde devient le premier pollueur de plastique avec le rejet de 20 % des déchets plastiques au niveau mondial

Selon une étude publiée dans *Nature*, l'Inde est désormais le plus grand pollueur de plastique au monde, avec le rejet dans l'environnement de 9,3 millions de tonnes (Mt) de déchets plastiques par an, soit environ 20 % du volume mondial. Ces déchets se répartissent en 5,8 Mt brûlées annuellement, souvent dans des conditions incontrôlées, et 3,5 Mt qui finissent dans des décharges ou sont rejetées dans l'environnement, provoquant ainsi une pollution des sols et de l'eau. Cette quantité s'explique principalement par le manque d'infrastructures adéquates pour la collecte, le stockage et le recyclage.

L'étude, qui utilise des modèles avancés d'intelligence artificielle pour analyser les déchets plastiques dans plus de 50 000 municipalités à travers le monde, révèle qu'environ 251 Mt sont générées chaque année dont 52,1 Mt (soit environ 20%) sont mal gérées et rejetées dans l'environnement. L'étude estime que 69 % de la pollution plastique émane de 20 pays, dont aucun pays à revenu élevé. Ce résultat s'explique par l'absence de système de collecte et de recyclage, les déchets non collectés représentant ainsi plus des deux tiers de cette pollution plastique mondiale, affectant 1,2 Md de personnes n'ayant pas accès à ces services. En réponse, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a convenu en 2022 d'élaborer un traité international et juridiquement contraignant sur la pollution plastique d'ici la fin de l'année 2024.

[En savoir plus](#) , [en savoir plus](#)

# Numérique

## L'Inde renforce son industrie des semi-conducteurs et sa coopération avec Singapour

Lors de la visite du Premier ministre Narendra Modi à Singapour du 3 au 5 septembre, l'Inde et Singapour ont signé plusieurs protocoles d'accord (MoU), dont deux spécifiquement axés sur les semi-conducteurs et les technologies numériques. Ces accords visent à soutenir le développement de l'industrie des semi-conducteurs en Inde tout en facilitant l'intégration des entreprises de semi-conducteurs et des chaînes d'approvisionnement connexes de Singapour sur le marché indien en pleine expansion.

Sur le plan national, l'*Indian Mission on Semiconductors* (ISM) vise à stimuler la production locale de puces et à réduire la dépendance aux importations. Dans ce cadre, le groupe Adani, en partenariat avec Tower Semiconductor, a annoncé un projet de 839 Mds INR (environ 10 Mds USD) pour construire une usine de fabrication de semi-conducteurs dans l'État du Maharashtra. Ce projet attend encore l'approbation formelle du gouvernement central.

Le *US Department of State* a également annoncé son intention de collaborer dans le cadre de l'ISM, ainsi qu'avec le ministère de l'Électronique et des Technologies de l'information (MeitY), pour explorer les opportunités de croissance et de diversification de l'écosystème mondial des semi-conducteurs. Cette annonce précède la visite prévue du Premier ministre Modi aux États-Unis à la fin du mois de septembre.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

## Le gouvernement indien approuve des financements pour 12 startups de conception de puces

Dans le cadre du programme de soutien de 10 Mds USD à l'industrie des semi-conducteurs annoncé en décembre 2021, le gouvernement a approuvé un dispositif de soutien financier (*Design-linked initiative*) pour 12 startups indiennes travaillant sur des projets de conception de puces. Ces projets couvrent une large gamme d'applications dont les circuits intégrés pour les télécommunications et les accélérateurs matériels pour l'intelligence artificielle. Le coût total des projets approuvés est estimé à 3,4 Mds INR (environ 42,7 M USD), le gouvernement s'engageant à contribuer plus de 1,3 Md INR (environ 16,6 M USD). A ce jour, seuls 70 M INR (environ 878 000 USD) ont été versés.

Cette initiative vise à fournir une aide financière et un soutien infrastructurel à différents stades du développement et du déploiement des circuits intégrés et puces sur une période de cinq ans. L'Inde se positionne comme un acteur majeur dans la conception de puces, avec de grandes entreprises de semi-conducteurs présentes dans le pays.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>